



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/357
13 septembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Points 13, 14, 15, 19, 24, 66, 71,
73, 82, 88, 90, 96, 98, 99, 100 et
103 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RAPPORT DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

ÉLECTIONS AUX SIÈGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES PRINCIPAUX

APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

DROIT DE LA MER

APPLICATION DU TRAITÉ D'INTERDICTION COMPLÈTE
DES ESSAIS NUCLÉAIRES

DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ET COMPLET

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS
ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA DIXIÈME SESSION
EXTRAORDINAIRE

EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES,
COMMUNIQUÉS EN VERTU DE L'ALINÉA e DE L'ARTICLE 73 DE
LA CHARTE DES NATIONS UNIES

APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS
SPÉCIALISÉES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS À
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

QUESTIONS DE POLITIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE

* A/51/150.

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT

PRÉVENTION DU CRIME ET JUSTICE PÉNALE

Lettre datée du 12 septembre 1996, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent des îles Marshall
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir le texte final du communiqué du Forum du Pacifique Sud, adopté par le vingt-septième Forum tenu à Majouro (îles Marshall), du 3 au 5 septembre 1996 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document de l'Assemblée générale, au titre des points 13, 14, 15, 19, 24, 66, 71, 73, 82, 88, 90, 96, 98, 99, 100 et 103 de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Laurence N. EDWARDS

ANNEXE

Communiqué du Forum adopté par le vingt-septième Forum du Pacifique Sud, tenu à Majouro (Îles Marshall), du 3 au 5 septembre 1996

1. Le vingt-septième Forum du Pacifique Sud s'est tenu à Majouro du 3 au 5 septembre 1996; y ont assisté les chefs d'État et de gouvernement, ou leurs représentants, des pays suivants : Australie, États fédérés de Micronésie, Fidji, îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioue, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République des Îles Marshall, Samoa occidental, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.
2. Le Forum a remercié le Gouvernement et le peuple de la République des îles Marshall de la généreuse hospitalité qu'ils ont offerte à toutes les délégations, ainsi que des dispositions prises pour sa réunion. Il a exprimé ses vifs remerciements au président sortant pour la manière remarquable dont il a rempli ses fonctions durant l'année écoulée.

SOLIDARITÉ PACIFIQUE POUR LE BIEN COMMUN

3. Les dirigeants ont tenu un débat approfondi sur le thème du Forum, "Solidarité pacifique pour le bien commun" (Pacific Solidarity for the Common Good), et convenu d'un éventail de mesures qui assureraient de nouveaux progrès en matière de réforme et de développement économiques. Un aperçu général de ces mesures figure dans la déclaration adoptée séparément par le Forum (voir appendice I).
4. Le Président a remercié les Premiers Ministres de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental, de la Nouvelle-Zélande, ainsi que le Beretitenti de Kiribati, des exposés détaillés qu'ils ont faits sur les thèmes secondaires. Il a remercié également l'Université du Pacifique Sud d'avoir fourni des textes de discussion sur ces thèmes secondaires.

DÉVELOPPEMENT

Pêche

5. Les stocks de poissons régionaux sont une ressource d'importance internationale et il faut assurer le développement durable des pêcheries régionales, de manière à ce que les membres du Forum en tirent le plus grand profit possible. Le Forum a invité son office des pêches à poursuivre d'urgence la mise au point d'arrangements détaillés pour gérer de manière durable les pêcheries de la région sur la totalité de la surface couverte par les stocks, y compris en haute mer. Il a approuvé l'initiative de la République des Îles Marshall de convoquer une réunion ministérielle pour faire progresser ce processus. Il a également approuvé la tenue d'une deuxième consultation multilatérale de haut niveau, au début de 1997, sur la conservation et la gestion des pêcheries du Pacifique Centre-Ouest et a pris note de l'offre faite par la République des Îles Marshall d'accueillir cette réunion.

Sylviculture

6. Reconnaissant l'importance économique et écologique des ressources forestières, le Forum a approuvé les mesures prises jusqu'alors par les pays membres aux fins d'appliquer le Code de conduite du Pacifique Sud relatif à l'exploitation des forêts d'un certain nombre de pays du Pacifique Sud, et il a invité tous les membres du Forum à poursuivre leurs efforts pour assurer la gestion durable de leurs forêts.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

Réunion des ministres de l'économie des pays du Forum

7. Le Forum a noté les progrès réalisés par les ministres des finances, durant leurs réunions de 1995, vers l'établissement d'un ordre du jour, pratique et centré sur la région, de réforme économique. Il a convenu qu'afin de permettre à cet ordre du jour de porter sur la gamme entière des questions économiques, les ministres détenteurs des portefeuilles appropriés se rencontreraient chaque année avant le Forum et lui adresseraient un rapport.

Réforme tarifaire

8. Les dirigeants ont reconnu que la réforme tarifaire était souvent indispensable à un développement économique durable et ont remercié l'Australie et la Nouvelle-Zélande d'aider le secrétariat du Forum à mettre au point une évaluation fort utile de la contribution que les rentrées douanières apportent aux revenus et à la politique de chaque pays. Ils ont convenu qu'il fallait revoir la politique tarifaire compte tenu de la nécessité de libéraliser les échanges dans la région, dans la ligne de l'attention portée dans le monde entier à la libéralisation, et soutenu les mesures que les pays peuvent adopter sans compromettre d'autres objectifs de leur politique nationale. Chaque pays membre a entrepris d'examiner en détail l'étude du secrétariat, compte tenu de sa situation propre, et de faire rapport à la prochaine réunion des ministres de l'économie. Les dirigeants se sont félicités de l'offre faite par l'Australie et la Nouvelle-Zélande d'étendre l'examen à d'autres pays de la région.

Transparence de l'investissement

9. Le Forum a reconnu l'importance d'attirer un investissement de qualité, condition du développement économique durable de ses membres, et pris note du rapport établi par le Secrétariat qui indique les grandes lignes de la politique d'investissement de chaque pays. À la réunion qu'ils tiendront lors du Forum de 1997, les ministres de l'économie lui feront rapport sur les progrès réalisés par les pays insulaires du Forum en matière d'élaboration de leur politique nationale d'investissement et délivreront des avis sur la manière de mettre celle-ci en harmonie, d'ici la fin de 1998, avec les principes d'investissement de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APC). Les dirigeants ont noté que le Secrétariat publierait en 1997 un manuel sur les politiques d'investissement des pays insulaires du Forum.

Représentation commerciale

10. Le Forum a chaleureusement accueilli la nouvelle de l'ouverture imminente à Tokyo du Centre d'appui aux échanges économiques dans le Pacifique Sud, qui sera connu aussi sous le nom de Centre des îles du Pacifique. Les dirigeants ont exprimé leurs remerciements au Gouvernement et au peuple japonais, qui ont prêté un généreux appui à cette importante initiative du Forum. Le Forum a réaffirmé l'intérêt qu'il ne cesserait de porter au Centre, y compris sous la forme des contributions des pays insulaires membres, et au développement ultérieur des relations commerciales, touristiques et de l'investissement entre les pays insulaires du Forum et le Japon.

11. Les dirigeants ont également donné instruction au Secrétariat de poursuivre ses efforts pour développer et élargir la représentation commerciale des pays du Forum sur d'autres marchés qui offrent aux pays insulaires des possibilités d'exportation et des ressources d'investissement. Ils ont pris note des progrès accomplis vers la création du bureau commercial proposé en République populaire de Chine, ainsi que des options étudiées aux fins d'ouvrir un bureau commercial à Taipei. Le Secrétariat poursuivra ses entretiens dans ces deux perspectives. Cependant, le Forum a noté que de telles activités ne devaient pas détourner les ressources d'autres problèmes prioritaires et qu'il faudrait tenir compte du bilan de l'action des bureaux commerciaux existants.

Relations avec l'APEC

12. Le Forum a réaffirmé la nécessité de renforcer encore les liens entre l'APEC et le Forum. Il a étudié l'initiative de la Papouasie-Nouvelle-Guinée tendant à créer le Centre prévu de l'APEC et invité la Papouasie-Nouvelle-Guinée à préciser davantage ses propositions.

QUESTIONS RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT

Changement climatique

13. Le Forum a fait une large place à sa crainte que le changement climatique ne soit devenu un problème crucial dans la région. Il a demandé que des mesures soient prises d'urgence, notamment compte tenu du deuxième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), selon lequel l'ensemble des observations scientifiques a suggéré que le climat mondial subissait l'effet discernable des activités humaines. Le Forum s'est félicité des résultats de la deuxième conférence des parties à la Convention-cadre sur le changement climatique, qui a approuvé le deuxième rapport d'évaluation; fait avancer le processus de compte rendu des communications nationales en matière de respect des engagements; et donné l'élan aux négociations sur le mandat de Berlin. Le Forum a demandé que les négociations sur le texte d'un protocole légalement contraignant soit accéléré ou qu'un autre instrument juridique soit élaboré en temps voulu pour être adopté à la troisième session de la Conférence des parties, afin de réaliser des progrès sensibles vers la limitation des émissions de gaz de serre.

14. Le Forum a invité tous les pays à soutenir les activités du Groupe spécial sur le mandat de Berlin et a réaffirmé son appui à l'examen du projet de protocole de l'Alliance des petits États insulaires dans le cadre des négociations.

/...

Diversité biologique

15. Le Forum a invité le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds pour l'environnement mondial à prolonger la période de financement prévue du Programme de protection de la biodiversité du Pacifique Sud afin de fournir aux activités de conservation à base communautaire assez de temps pour constituer des groupes efficaces de gestion communautaire et d'établir des relations effectives entre les organes gouvernementaux et non gouvernementaux, d'une part, et les communautés, de l'autre.

Tortues de mer

16. Le Forum a pris note du succès de la campagne de l'Année de la tortue de mer et a reconnu l'importance de tirer parti de la prise de conscience et de la bonne volonté qui se sont manifestées au niveau régional. Les membres du Forum ont résolu de continuer de prêter appui au programme régional de préservation de la tortue de mer et d'étudier de nouveaux moyens d'oeuvrer de concert pour intensifier les activités de préservation.

Initiative internationale en faveur des récifs coralliens

17. Le Forum a noté qu'il existait un lien indissociable entre la santé des récifs coralliens et la gestion des zones côtières. Il a invité tous les pays membres du Forum et leurs partenaires de développement à reconnaître l'"Année du récif corallien" (1997) dans la région du Pacifique, et à encourager la participation aux préparatifs et à la célébration de l'Année. Le Forum s'est félicité de ce que l'Australie accueillît le Secrétariat de l'Initiative pour une durée de deux ans, à partir de juin 1996.

Programme d'action de la Barbade

18. Le Forum s'est félicité des progrès réalisés à travers la région dans la mise en oeuvre du Programme d'action de la Barbade, issu de la Conférence mondiale de 1994 sur le développement durable des petits pays insulaires en développement et a pris note avec satisfaction du rapport qu'ont présenté à la réunion tenue en 1996 par la Commission du développement durable (ONU) le Programme régional sur l'environnement dans le Pacifique Sud (SPREP) et le Centre des activités opérationnelles de la CESAP. Le Forum s'est déclaré satisfait des activités menées par le SPREP et le Centre au moyen du mécanisme consultatif régional que le Forum a institué en 1994 pour donner suite aux résultats de la Conférence de la Barbade.

Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'environnement et le développement

19. Le Forum a noté l'importance de la session extraordinaire que l'Assemblée générale des Nations Unies tiendrait en 1997 pour examiner les progrès accomplis depuis la CNUED, et a demandé au Comité consultatif du mécanisme consultatif régional de se réunir avant la fin de 1996 pour examiner les problèmes spécifiques et les propositions concrètes d'action à soumettre à l'examen de la session extraordinaire. Il a invité tous les pays du Forum, ses partenaires de développement et les organisations régionales à soutenir l'effort régional de préparation à la session extraordinaire.

/...

Plan d'action du SPREP

20. Le Forum a noté que le SPREP tiendrait sa cinquième réunion ministérielle annuelle le 28 novembre 1996. Au cours de cette réunion, il examinera et adoptera un plan d'action étendu sur les cinq prochaines années pour la coopération régionale en matière de gestion de l'environnement. Le Forum a noté que le projet de plan d'action 1996-2000 prêtait une attention particulière au renforcement de la capacité nationale de gestion de l'environnement et des ressources en appuyant les organismes gouvernementaux, les ONG et le secteur privé. Les membres du Forum ont résolu d'aider le SPREP à adopter et à appliquer efficacement le plan d'action.

Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

21. Le Forum a pris note des progrès considérables réalisés dans la mise en oeuvre de la stratégie Pacifique du FEM et du fait que les pays insulaires du Pacifique avaient obtenu un accès assez satisfaisant à ses fonds. Il a appuyé la proposition selon laquelle le SPREP coordonnerait un programme d'action stratégique pour le Pacifique dans le cadre du portefeuille "Eaux internationales" du FEM et a invité les organisations régionales pertinentes à conduire les études préliminaires énoncées dans le projet de proposition.

Plan d'action pour la protection du littoral

22. Les dirigeants du Forum ont invité ses partenaires de développement à considérer avec bienveillance les préoccupations régionales et les efforts visant à protéger le littoral des pays membres du Forum.

Déchets dangereux et radioactifs

23. Le Forum a réaffirmé l'importance de la Convention de Waigani sur les déchets dangereux, qu'il avait adoptée en 1995. Il a invité tous les membres qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier sans délai la Convention ou à y adhérer, pour qu'elle puisse entrer en application le plus tôt possible.

24. Le Forum a convenu que les cargaisons de plutonium et de déchets radioactifs traversant la région y suscitaient une inquiétude constante. Il a réaffirmé l'espoir que le transport de ces cargaisons s'effectuait dans le respect des plus hautes normes internationales de sécurité, compte étant suffisamment tenu de tous les imprévus possibles et en étroite consultation avec les pays du Forum. À ce sujet, il s'est félicité de la coopération du Japon, qui se montrait sensible aux préoccupations du Forum, fournissant des informations sur ses cargaisons et le consultant à leur sujet.

25. Le Forum a noté avec inquiétude qu'en dépit de la longue opposition de la région à l'immersion dans le Pacifique des déchets d'autres pays, et malgré l'adoption de la Convention de Waigani, de nouvelles propositions tendant à créer des lieux de stockage de déchets nucléaires dans la région se faisaient jour. Le Forum était particulièrement inquiet de ce que la proposition tendant à créer un tel site sur l'atoll Palmyra ait été récemment relancée, mais aussi encouragée par l'hostilité du Gouvernement américain à celle-ci.

26. Le Forum a rappelé qu'en 1979, quand on avait proposé pour la première fois de créer un site de stockage de combustible nucléaire irradié à Palmyra, il y

/...

avait été fortement hostile. Le Forum a réaffirmé sa position de 1979, s'affirmant fortement hostile à toute initiative qui tendrait à utiliser le Pacifique pour y immerger des déchets nucléaires. À cet égard, il s'efforcerait d'obtenir des États-Unis l'engagement ferme que la proposition relative à l'atoll Palmyra ne serait pas mise en oeuvre.

27. Le Forum a réaffirmé de nouveau l'existence d'une responsabilité spéciale à l'égard de la population des Îles Marshall, ancien territoire sous tutelle des Nations Unies, actuellement administré par les États-Unis, qui avait subi l'effet négatif des essais nucléaires conduits durant la période de tutelle. Cette responsabilité recouvrait notamment la réinstallation des populations déplacées et le retour des zones sinistrées à la santé économique.

28. Le Forum a de nouveau exprimé l'inquiétude permanente de la région concernant le Johnston Atoll Chemical Agent Destruction System (JACADS). Il a pris note du fait qu'une importante installation d'élimination d'agents chimiques entrerait en fonctionnement à Tooele (Utah) et réaffirmé sa position selon laquelle le Système devrait être définitivement fermé quand le programme en cours de destruction d'armes chimiques serait achevé.

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE ET DE SÉCURITÉ

Essais nucléaires et zones dénucléarisées

29. Les dirigeants du Forum se sont déclarés satisfaits de la cessation définitive des essais nucléaires français dans le Pacifique Sud. Cette cessation marquait la fin de tous les essais nucléaires dans une région qui depuis 50 ans avait été le théâtre d'essais tant atmosphériques que souterrains. Avec le moratoire sur les essais nucléaires récemment annoncé par la Chine, les cinq États nucléaires observaient désormais un moratoire, comme le Forum le réclamait depuis longtemps.

30. Les dirigeants du Forum se sont d'autre part chaleureusement félicités de la signature et de la ratification par Vanuatu du Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud, de la signature par les Tonga et de la signature des protocoles d'application du Traité par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique. À la suite de ces faits nouveaux, tous les États situés à l'intérieur de la zone à laquelle s'applique le Traité lui avaient maintenant donné leur appui, et les cinq puissances nucléaires s'étaient engagées à en respecter les dispositions. Le Forum invitait vivement les États-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni à ratifier sans délai les protocoles.

31. Les dirigeants du Forum étaient encouragés par la création, depuis leur dernière réunion, de deux nouvelles zones dénucléarisées : en Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok) et en Afrique (Traité de Pelindaba). Ils ont noté avec satisfaction que ces faits nouveaux représentaient un progrès par rapport aux décisions accompagnant la prolongation indéfinie, en 1995, du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Dans ce contexte, les dirigeants du Forum ont exprimé leur soutien à une résolution appropriée qui serait présentée à la cinquante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et par laquelle les États signataires des Traités relatifs à des zones dénucléarisées de l'hémisphère Sud et d'autres membres de la communauté internationale pourraient affirmer leur appui à l'existence de ces zones et coopérer à la

/...

réalisation de leurs objectifs ainsi qu'à la non-prolifération des armes nucléaires et au désarmement nucléaire.

32. Les dirigeants du Forum se sont félicités de l'achèvement du rapport de la Commission de Canberra sur l'élimination des armes nucléaires. Ils ont vu dans le rapport une contribution constructive à l'important débat international sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires. Le Forum attendait avec intérêt la transmission du rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies et à la Conférence du désarmement.

33. Le Forum a pris note de l'opinion consultative rendue par la Cour internationale de Justice sur la légalité des armes nucléaires, qui constitue un nouvel encouragement au désarmement nucléaire. Il a vivement invité tous les États intéressés, notamment les États nucléaires, à poursuivre des négociations en vue de faciliter sans délai des réductions sensibles des arsenaux nucléaires, étape vers l'élimination ultime des armes nucléaires.

Surveillance environnementale des sites d'essais français

34. Le Forum a pris note de l'invitation faite par la France à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de procéder à un examen radiologique des sites français d'essais nucléaires dans le Pacifique et s'est déclaré satisfait de la coopération prêtée jusqu'ici au projet par les autorités françaises. Le Forum a noté que cette invitation de la France à l'AIEA était conforme au souhait que les pays du Forum aient exprimé dans la Déclaration adoptée à l'issue de la réunion des ministres de l'environnement des pays du Pacifique Sud, tenue en août 1995, à savoir que la France donne à la communauté internationale accès à toutes ses données scientifiques et aux sites d'essais eux-mêmes, afin de permettre une évaluation indépendante et complète des effets des essais nucléaires.

Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires

35. Les dirigeants du Forum ont regretté que la Conférence du désarmement n'ait pu parvenir à un accord par consensus sur le projet de texte de traité et ont estimé qu'il ne fallait pas perdre cette occasion historique de mettre définitivement un terme à l'ère des essais nucléaires. Interdisant en permanence les essais nucléaires, le Traité garantirait les bénéfices inappréciables de la non-prolifération des armes nucléaires et du désarmement nucléaire et renforcerait la sécurité internationale. Les dirigeants du Forum ont donné leur plein appui à l'adoption du Traité par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa session actuelle et ont invité tous les autres membres de la communauté internationale à faire de même. Ils escomptaient que les membres du Forum prendraient l'initiative à l'Organisation des Nations Unies en coparrainant sans délai la résolution relative au Traité. Les dirigeants du Forum ont vivement invité tous les pays à signer et ratifier le Traité dès que possible de concert avec eux, afin d'en faciliter l'entrée en vigueur le plus rapidement possible.

Régime de responsabilité civile pour les dommages nucléaires

36. Le Forum a rappelé les négociations en cours du Comité permanent sur la responsabilité pour les dommages nucléaires, tenues sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui visent à instituer un régime

/...

juridique international d'ensemble couvrant la responsabilité civile pour les dommages nucléaires; il a exprimé l'espoir que les négociations parviendraient à leur terme dans le proche avenir. Le Forum a déclaré son appui à la création d'un régime crédible de responsabilité nucléaire civile, avec notamment un fonds transfrontière de montant suffisant et une indemnisation adéquate aux victimes de dommages transfrontières. Il a estimé qu'un tel régime devrait être capable d'attirer une large adhésion des États tant nucléaires que non nucléaires du monde entier. Le Forum a noté que, conformément à la Convention sur la protection des ressources naturelles et de l'environnement dans la région du Pacifique Sud, il importait que ledit régime prévoie aussi les dommages causés à l'environnement.

Application de la Déclaration d'Honiara

37. Le Forum s'est déclaré inquiet des menaces que les activités criminelles faisaient courir en permanence à la région, a noté que certains éléments criminels avaient cherché à tirer profit des progrès rapides de la technologie, et reconnu l'importance d'une coopération régionale efficace dans le domaine du respect des lois pour lutter contre ces menaces. Le Forum s'est de nouveau déclaré résolu à faire appliquer les principes inscrits dans la Déclaration d'Honiara sur la coopération dans le domaine du respect des lois et a décidé de donner une forte priorité à l'amélioration de cette coopération, en appuyant aussi une utilisation plus efficace des réseaux existants de liaison et de coordination. Les dirigeants du Forum ont convenu que le Comité régional de sécurité devrait se réunir sans délai pour examiner les moyens d'atteindre plus efficacement les objectifs de la Déclaration d'Honiara.

Approche commune de la limitation des armements

38. Le Forum a reconnu la gravité potentielle d'une circulation accrue des armes dans l'ensemble de la région et invité les membres du Forum à oeuvrer de concert pour limiter cette circulation. Le Comité régional de la sécurité a reçu pour instruction d'étudier cette circulation et de faire rapport sur les moyens de la contrôler.

Mécanismes régionaux d'entraide

39. Le Forum a noté que le concept de mécanismes régionaux d'entraide, dont les dirigeants avaient débattu à leur réunion de Madang, était en bonne voie d'élaboration. Il espérait que les mécanismes régionaux d'entraide proposés complèteraient et renforceraient la coopération existante en matière de sécurité grâce à l'entremise du Comité régional de sécurité. Il a donné pour instruction au Comité des hauts fonctionnaires du Forum de créer un sous-comité qui serait chargé de mieux élaborer la proposition, y compris les mécanismes éventuels d'application.

Dialogue à l'issue du Forum

40. Le Forum s'est félicité de l'intérêt pris par la Malaisie au développement de la région du Pacifique et serait heureux d'accueillir la Malaisie en tant que partenaire du dialogue mené à l'issue du Forum.

41. Le Forum a également convenu qu'il fallait envisager de restructurer le dialogue, de réduire le temps occupé par ses réunions et de permettre ainsi la

/...

tenue d'un débat mieux centré. Il a donné pour instruction au Comité des hauts fonctionnaires du Forum d'élaborer, à cet égard, diverses propositions qui seraient examinées au Forum de 1997. En attendant que cet examen soit achevé, les dirigeants ont convenu de remettre toute décision sur l'intérêt que d'autres pays pourraient porter au statut de partenaire du dialogue.

42. Le Forum a convenu de lever, avec effet immédiat, la mesure de suspension prise à l'encontre de la France en tant que partenaire du dialogue. Il a adopté à ce sujet une déclaration distincte dont on trouvera le texte à l'annexe 2.

Nouvelle-Calédonie

43. Le Forum a approuvé les recommandations d'un rapport présenté par son Comité ministériel sur la Nouvelle-Calédonie. Il a exprimé ses remerciements aux membres du Comité, ainsi qu'au Gouvernement français et aux autorités de Nouvelle-Calédonie qui ont facilité le séjour des ministres dans le territoire.

44. Les dirigeants ont constaté avec plaisir que toutes les parties aux Accords de Matignon semblaient généralement satisfaites des progrès réalisés dans la mise en oeuvre des dispositions contenues dans ceux-ci. Ils ont encouragé toutes les parties à demeurer attachées à l'exécution des Accords et à la promotion du développement économique, social et politique de la Nouvelle-Calédonie. Ils les ont également encouragées à poursuivre le dialogue à la recherche d'une solution politique durable du problème de l'avenir à long terme du territoire.

45. Le Forum a réaffirmé son appui à la poursuite des contacts avec la Nouvelle-Calédonie, qui constituent une contribution positive au processus de Matignon, et a convenu que le Comité ministériel continuerait à suivre la situation. Il s'est déclaré déçu que la France ait décidé de ne pas accepter la participation de Nauru à la visite ministérielle de 1996 en Nouvelle-Calédonie.

Candidatures au Conseil de sécurité de l'ONU

46. Le Forum a réaffirmé son soutien vigoureux et unanime à la candidature de l'Australie au Conseil de sécurité de l'ONU pour le mandat biennal couvrant la période 1997-1998. Il s'est réjoui de voir l'Australie siéger bientôt au Conseil de sécurité. Reconnaisant l'importance du Japon en tant que partenaire constructif pour la région, le Forum a également exprimé son appui vigoureux et unanime à la candidature du Japon au Conseil de sécurité de l'ONU pour le même mandat biennal.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE RÉUNION

47. Le Forum a renouvelé ses remerciements aux îles Cook et a accepté avec gratitude leur offre d'accueillir le vingt-huitième Forum du Pacifique-Sud. La date de ce forum sera déterminée par les îles Cook en consultation avec le Secrétariat.

Appendice I

LES DIRIGEANTS DU FORUM S'ATTAQUENT AUX PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

Les dirigeants du Forum ont aujourd'hui décidé d'adopter un large éventail de mesures afin de faire progresser la réforme économique et le développement, qui est si important pour l'avenir de leurs peuples. Cet accord fait suite aux décisions prises par le Forum à Brisbane sur les problèmes de ressources et de transport, et à Madang s'agissant d'"assurer le développement au-delà de l'an 2000".

Dans la ligne du thème du vingt-septième Forum – Solidarité régionale pour le bien commun –, les dirigeants ont décidé de poursuivre conjointement les objectifs ci-après :

- Soutenir les stratégies nationales de développement économique au moyen d'une coopération régionale et sous-régionale assurée par des réunions régulières des ministres de l'économie des pays du Forum et par le renforcement du rôle du secrétariat du Forum. Les dirigeants ont accepté l'offre de l'Australie d'accueillir l'an prochain la première de ces réunions.
- Mettre la région mieux à même, conformément à la situation propre de chaque pays, de faire face aux changements économiques mondiaux (par exemple, évolution de l'OMC et de l'APEC), cela en particulier par une libéralisation accrue des échanges, qui réduira progressivement l'importance des accords commerciaux préférentiels (y compris celle de SPARTECA et de la Convention de Lomé).
 - Les ministres de l'économie doivent examiner les mesures appropriées à prendre maintenant pour maintenir l'élan des réformes tarifaires;
 - Les pays membres souhaitent attirer l'investissement étranger direct, élaborer rapidement et rendre publiques des déclarations complètes et claires en matière de politique des investissements;
 - Les pays membres suivront une politique intérieure facilitant le développement du secteur privé, y compris en réduisant dans la mesure nécessaire les dépenses du secteur public.
- Les donateurs doivent veiller à ce que leur assistance facilite la réalisation de nos objectifs de réforme clefs, notamment en reconnaissant que la manière dont les pays insulaires du Forum réagiront aux changements mondiaux variera en fonction de leur dimension, de leur situation géographique et de la force relative de leur économie.

Les dirigeants ont considéré que la définition d'objectifs clairs aurait pour effet de renouveler l'attachement à la solidarité Pacifique. En même temps, ils ont reconnu qu'une évaluation sérieuse de la situation au niveau tant régional que national renforcerait le processus.

/...

Appendice II

RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LE FORUM DU PACIFIQUE SUD

Le Forum s'est accordé à reconnaître que la suspension du statut de partenaire du Dialogue d'après-Forum prononcée à l'encontre de la France avait constitué un aspect important et efficace de la campagne menée dans la région contre les essais nucléaires. Compte tenu de la cessation permanente de ces essais par la France et d'autres mesures opportunes prises par ce pays, dont un contrôle environnemental des sites des essais effectué par une autorité indépendante, dans l'intention de se conformer à la position du Forum sur les essais, les dirigeants du Forum ont décidé de lever la suspension avec effet immédiat.

Une réunion de dialogue avec la France serait organisée séparément aussitôt qu'il conviendrait aux deux parties.

Les dirigeants attendaient avec intérêt la reprise et l'élargissement d'une relation constructive au niveau régional avec la France.
